

## CHAPITRE 21 – Participer à l'engagement civique

### Doc 1 p. 396 : Ce que dit la loi

Art. 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. [...] Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

**Constitution de la V<sup>e</sup> République, 1958.**

### **Doc 3 p. 396 : Quel est le sens du vote ?**

Stéphane Travert, député, explique :

« Il faut faire en sorte que les gens puissent demain considérer que voter reste un acte important dans la vie démocratique, que c'est un droit, mais aussi un devoir vis-à-vis de la société, et que choisir ses représentants c'est assurer aussi le succès de la démocratie représentative. » [...]

« Voter, c'est faire partie du peuple souverain. C'est donc une conquête, un droit et quasiment un devoir sacré : voter, c'est être citoyen et s'inscrire dans la communauté électorale », analyse Olivier Christin, professeur d'université. Cette ambition d'appartenance et de reconnaissance sera à l'œuvre dans la revendication du suffrage féminin, finalement instauré en 1944.

Pour quelles raisons, dès lors, des électeurs se déplacent-ils encore aux urnes aujourd'hui ? « Les réponses sont nombreuses : par obligation morale ; par habitude », observe Rémi Lefebvre.

**M. Dupont, « De la démocratie athénienne à la Ve République, qu'est-ce qui nous pousse à voter ? », Le Monde, 3 décembre 2021.**

## **Doc 1 p. 398 : Les formes traditionnelles d'engagement**

Si les partis politiques sont des organisations qui occupent aujourd'hui une place centrale dans le fonctionnement des démocraties représentatives, ce sont aussi des structures d'engagement : les partis politiques regroupent des militants, qui s'engagent dans le parti en y adhérant (moyennant cotisation) et en participant à diverses activités (débats internes, organisation de meetings, tractage, collage d'affiches...).

« Organisations qui se donnent pour objectif la défense de personnes ayant un intérêt professionnel commun », les syndicats sont aussi des espaces d'engagement au service d'une cause collective : loin de se cantonner aux lieux de travail, ils s'inscrivent dans l'espace politique le plus large par leurs actions et prises de position.

Contrastant avec les partis et les syndicats, le secteur associatif fait preuve d'un réel dynamisme en France. Les associations sont loin d'avoir toutes une dimension politique a priori : beaucoup sont en effet des associations sportives, de loisir ou culturelles, qui gèrent et organisent des activités.

**Anne-Cécile Douillet, Sociologie politique – Comportements, acteurs, organisations, Armand Colin, 2017.**

## **Doc 5 p. 399 : Comprendre le sens des valeurs de la République**

Les jeunes peuvent se mobiliser, simplement ce n'est plus automatique. Si on les observe du point de vue des valeurs, des préoccupations à l'égard des autres, des inégalités, du chômage, du racisme, de l'écologie ; vous avez un portrait très, très différent de la caricature d'une jeunesse dépolitisée. [...]

Les manifestations, les pétitions, la vie associative rattachée à des causes, le partage de contenus militants sur les réseaux sociaux sont autant de visages d'un engagement politique multiforme, moins conventionnel, où les jeunes ne sont pas en reste. Là où certains entendent « déclin », il faut voir « transformation ». Exemple emblématique, les Marches pour le climat sont apparues dans et par la jeunesse.

**Vincent Tiberj, sociologue des comportements électoraux et politiques, cité dans A. Ferrand, « Loin des élections, la jeunesse en quête de nouvelles formes d'engagement », Le Monde, 10 septembre 2021.**

## **Doc 6 p. 399 : L'arme du boycott**

En mars 2020, une campagne de boycott est lancée contre Nike, Apple, et plus de 80 autres marques dont les produits sont fabriqués dans la province du Xinjiang, dans des usines où les Ouïghours, minorité musulmane chinoise, sont réduits au travail forcé. Beaucoup de grandes marques ont décidé en 2020 et début 2021 de ne plus s'approvisionner en coton du Xinjiang. [...]

Pour des raisons environnementales, sociales et politiques, la montée en puissance des considérations écologiques et sociales constitue l'un des faits marquants de ces trois dernières décennies dans la sphère économique en général, et plus particulièrement dans le domaine de la consommation.

**franceculture.fr, 27 mai 2021.**

## **Doc 2 p. 400 : Ce que dit la loi**

Art. 2-1. L'équilibre entre les émissions et les absorptions des gaz à effet de serre [...] à l'échelle de l'Union est atteint dans l'Union d'ici à 2050 au plus tard, les émissions nettes se trouvant ainsi ramenées à zéro d'ici à cette date, et l'Union s'efforce de parvenir à des émissions négatives par la suite. [...]

Art. 4-1. Afin d'atteindre l'objectif de neutralité climatique énoncé à l'article 2, paragraphe 1, l'objectif contraignant de l'Union en matière de climat pour 2030 consiste en une réduction, dans l'Union, des émissions nettes de gaz à effet de serre (émissions après déduction des absorptions) d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

**Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique.**

### **Doc 3 p. 400 : S'engager dans un mouvement**

En France, les Youth for Climate ont commencé à se regrouper en avril dernier, après la première mobilisation mondiale pour le climat du 15 mars qui avait réuni plus de deux millions de personnes partout dans le monde. [...]

« Nous avons plein de groupes de travail différents, notamment concernant la communication sur les réseaux sociaux, la presse, les finances et même l'organisation interne », énumère Alexis. Une organisation horizontale, car chez Youth for Climate, il n'y a pas de chef.

Composé d'une majorité de lycéens mais aussi de quelques étudiants et collégiens, le mouvement se veut anticonsumériste et non violent. [...]

Réunis à l'appel de Greta Thunberg, les jeunes membres de Youth for Climate [...] s'insurgent contre l'inaction gouvernementale.

**20minutes.fr, 28 novembre 2019.**

## **Doc 4 p. 401 : Participer à une COP**

Pendant une semaine, Marcel et Pousse ont assisté à la COP 26 à Glasgow, en Écosse. Cet événement mondial leur a surtout permis de faire entendre leur voix en « mettant la pression aux institutionnels ».

Les 5 et 6 novembre, deux grandes manifestations se sont tenues à Glasgow. Des marches auxquelles ont participé Marcel et Pousse. « C'était une bulle pour se ressourcer. Ça a fait du bien de voir que certains venaient de très loin pour défendre leurs idées. C'était impressionnant tout ce monde réuni. Enrichissant aussi parce que ça nous a permis de faire des rencontres. Le militantisme était bien présent ! » concède Pousse. Pendant la semaine, l'étudiante a rencontré d'autres jeunes pour mener différentes actions dans la « Blue zone »<sup>1</sup>. La jeune femme se dit très fière de l'impact médiatique. Marcel a lui aussi participé au blocage d'un dîner de PDG : « On est content, on montre qu'on est là ! »

**Pauline Bluteau, letudiant.fr, 12 novembre 2021.**

1. Zone réservée aux personnes accréditées : membres des délégations gouvernementales, observateurs...



### **Doc 3 p. 403 : Les devoirs du journaliste**

Rédigée et approuvée à Munich en 1971, la Déclaration des devoirs et des droits des journalistes a été adoptée par la plupart des syndicats de journalistes d'Europe.

Les devoirs essentiels du journaliste dans la recherche, la rédaction et le commentaire des événements sont :

1. Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.
2. Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.
3. Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou, dans le cas contraire, les accompagner des réserves nécessaires ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et documents.
4. Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.
5. S'obliger à respecter la vie privée des personnes.
6. Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.
7. Garder le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.
8. S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information.

9. Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.

10. Refuser toute pression et n'accepter de directive rédactionnelle que des responsables de la rédaction.

**Charte de déontologie de Munich, signée le 24 novembre 1971.**

## **Doc 2 p. Le programme de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC)**

Les participants suivent :

- Des enseignements sur les enjeux et objectifs généraux de la défense nationale, et sur les différentes formes d'engagement : volontariat pour l'insertion, Service Civique, volontariat dans les armées, service militaire volontaire, réserve opérationnelle, réserve citoyenne, métiers civils et militaires de la défense.
- Un enseignement sur le civisme, dont une sensibilisation à la sécurité routière, une information sur le don de sang, de gamètes ou d'organes, etc.
- Une information sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les préjugés sexistes et la lutte contre les violences physiques, psychologiques ou sexuelles commises au sein du couple.
- Des tests d'évaluation des apprentissages fondamentaux de la langue française et une information sur les différents dispositifs d'insertion pour les jeunes déscolarisés. Les tests d'évaluation, de vocabulaire et de compréhension de texte au programme durent 25 minutes.

**Léa Boluze, capital.fr, 3 décembre 2021.**

### **Doc 3 p. 405 : Qu'est-ce que le Service national universel ?**

Le SNU s'adresse à des jeunes de tous horizons. Il a notamment pour objectif « d'accroître la cohésion nationale », de « développer une culture de l'engagement » et de « garantir un brassage social et territorial », selon le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports dans son dossier de presse. Le SNU se déroule en deux étapes : le séjour de cohésion de deux semaines est suivi d'une mission d'intérêt général de quatre-vingt-quatre heures dans une association, dans un corps en uniforme (police, armée, pompiers, etc.) ou une collectivité territoriale. En 2024-2025, il devrait être obligatoire pour tous, en fin de collège – soit 800 000 jeunes chaque année.

**Romane Pellen, Le Monde, 25 juin 2021.**

## **Doc 4 p. 405 : « Aux sports, jeunes citoyens »**

Conçu par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), la Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ), la Fédération des clubs de Défense (FCD) et le Centre national des sports de la Défense (CNSD), le programme « Aux sports, jeunes citoyens » est destiné à mettre en place des actions conjointes alliant sport et mémoire au profit de la jeunesse : courses d'orientation mémorielles, escape game « sport-mémoire », expositions, événements sportifs liés au Bleuets de France<sup>1</sup>. À titre d'exemple dans le département de la Marne, les « courses de la Liberté » organisées sur le terrain de La Folie près de Châlons-en-Champagne, lieu de mémoire où ont été fusillés la plupart des patriotes de ce département pendant la Seconde Guerre mondiale.

**D'après l'histoireenrafale.lunion.fr, 28 mai 2019.**

1. Symbole, en France, de la mémoire et de la solidarité envers les anciens combattants, les victimes de guerre, les veuves, les orphelins... Les bleuets sont vendus les 11 novembre et 8 mai pour financer les aides aux victimes.

## **Doc 1 p. 406 : Défendre contre les risques et les menaces**

Les menaces militaires n'ont pas disparu, et les nombreuses opérations militaires dans lesquelles la France a été engagée au cours des dernières années (Afghanistan, Libye, Mali...) démontrent que l'action militaire demeure une composante de notre sécurité. Dans le même temps, les risques et les menaces se sont multipliés. Le terrorisme, la cybermenace<sup>1</sup>, le crime organisé, la dissémination des armes conventionnelles, la prolifération des armes de destruction massive, les risques de pandémie, les risques technologiques et naturels peuvent affecter gravement la sécurité de la nation.

**Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, 2013.**

1. Risque d'atteinte à la sécurité d'un système d'information numérique.

## **Doc 4 p. 407 : Face à la pandémie de Covid-19, l'opération**

### **Résilience**

Interview du colonel Bastian Dufilhol sur le rôle des armées dans sa lutte contre la pandémie de Covid-19.

En quoi consiste l'opération Résilience ?

Le président de la République l'a déclenchée le 25 mars pour que les armées, qui ont une culture de la gestion de crise et de l'urgence, apportent leur aide aux services de l'État déjà engagés dans la lutte contre la situation pandémique.

Concrètement, quel concours apportent les armées ?

Elles ont participé, via l'armée de l'Air et le Service de santé des armées (SSA), aux opérations d'évacuation de patients [...]. Près d'une quarantaine de patients en ont bénéficié. Le SSA, via ses hôpitaux (Percy et Bégin en Île-de-France ; Clermont-Tonnerre à Brest pour la Bretagne ; déploiement d'un hôpital de campagne à Mulhouse), participe à la mobilisation sanitaire. Les armées interviennent aussi en renfort pour assurer des missions de sécurité et de protection : hôpitaux, escorte de convois logistiques, protection de sites sensibles (stockage d'équipements de protection sanitaire...).

**Hervé Chambionnière, Le Télégramme, 13 avril 2020.**

## **Doc 5 p. 407 : L'engagement des citoyens dans la Défense nationale**

### a. Le devoir de vigilance

Face aux risques et aux menaces, la défense et la sécurité de la Nation [...] requièrent la sensibilisation, l'association et l'adhésion de l'ensemble de nos concitoyens. Les Français sont acteurs et responsables de leur propre sécurité. L'esprit de défense [...] est à cet égard le premier fondement de la sécurité nationale. Il est la manifestation d'une volonté collective, assise sur la cohésion de la Nation et une vision partagée de son destin.

**Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, 2013.**



## **Doc 2 p. 408 : Les opérations extérieures de maintien de la paix (OPEX)**

Les opérations extérieures françaises se divisent en deux grandes catégories : les coopérations internationales et les interventions militaires menées seulement par la France. [...] Ces dernières regroupent la majeure partie des soldats déployés par la France hors de ses frontières. [...] Les forces de présence sont établies en accord avec le pays d'accueil, afin d'assurer la stabilité d'une zone et de coopérer avec les troupes locales (en Afrique et dans le golfe Persique) [...].

Les interventions majeures sont, elles, directement engagées dans des combats, principalement contre des organisations terroristes. L'opération Barkhane est l'une des deux missions de ce type (5 100 militaires) [...]. Elle a été lancée en 2014 pour combattre les groupes jihadistes au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad.

**Noé Bauduin, francetvinfo.fr, 26 août 2021.**

## **Doc 4 p. 409 : Les opérations en Méditerranée**

Les migrants et les réfugiés qui tentent de rejoindre l'Europe entreprennent des voyages au péril de leur vie [...]. Les patrouilles en Méditerranée ont pour objectif de sécuriser les frontières de l'UE, de traquer les passeurs, de sauver les migrants (plus de 541 600 migrants sauvés depuis 2015). L'UE coopère avec les pays d'origine et de transit des migrants pour démanteler les réseaux criminels [...]. En mars 2020, le Conseil européen a lancé l'opération militaire Irini<sup>1</sup>. Elle vise au démantèlement des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains, et contribue aussi à la paix, en faisant respecter, par des moyens aériens, satellites et maritimes, l'embargo sur les armes imposé à la Libye par l'ONU.

**D'après le site du Conseil européen, [consilium.europa.eu](https://consilium.europa.eu), mars 2020.**

1. Mot grec signifiant « paix ».

## **Doc 6 p. 409 : Évacuer les populations en danger**

Face à la dégradation de la situation sécuritaire et sur ordre du président de la République, les armées ont lancé, le 15 août, l'opération Apagan d'évacuation de ressortissants en Afghanistan. En moins de deux semaines, les militaires français ont mis en sécurité 2 834 personnes, dont 142 Français et 2 630 Afghans. L'armée française a opéré un double pont aérien : 26 vols entre Kaboul et Abou Dhabi, 16 vols entre Abou Dhabi et Paris. La ministre des Armées a rendu hommage à l'engagement des militaires, diplomates et policiers français, ainsi qu'à tous ceux qui ont risqué leur vie pour permettre à ces milliers de personnes de fuir la terreur.

**Site du ministère de la Défense, [defense.gouv.fr](https://defense.gouv.fr), 30 août 2021.**

## Leçon p. 410 : Participer à l'engagement civique

### A. S'engager dans la vie politique et sociale

Être citoyen ne se limite pas à l'exercice du droit de vote. C'est aussi participer à l'amélioration de la vie sociale, au nom de l'intérêt général : faire vivre les valeurs de la République, la solidarité pour le bien-être commun, la fraternité pour renforcer le lien entre les personnes. Il en est ainsi du service civique que peuvent effectuer les jeunes.

Les citoyens peuvent se mobiliser collectivement dans des associations, en tant que bénévoles. Dans le cadre de la démocratie participative, ils peuvent participer aux débats sur des projets de la vie locale. Ils peuvent aussi faire le choix de devenir militants dans un parti politique, et dans la vie professionnelle, de militer dans un syndicat pour défendre les intérêts des salariés.

### B. Développer l'esprit de défense

Défendre la nation est, pour les Français, une obligation inscrite dans le parcours de citoyenneté. Selon le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, ils sont collectivement acteurs et responsables de leur sécurité face aux risques et aux menaces.

L'État est responsable de la Défense nationale. Ses armées sont engagées sur le territoire national et dans le monde pour lutter contre le terrorisme, les trafics illicites... : Plan Vigipirate en France ; opérations extérieures de maintien de la paix (OPEX), dans le cadre de l'ONU, de l'Union européenne (Sahel, Proche-Orient, océan Indien...). Elles mènent aussi des actions humanitaires et viennent en aide

aux populations (catastrophes majeures, soins médicaux...).

## **Brevet p. 411 - Exercice 3 : Mobiliser des compétences relevant de l'enseignement moral et civique**

### **Doc 1 : Le témoignage d'une adolescente**

Depuis trois ans, Léanne Ailhas (15 ans) est la plus jeune bénévole de l'antenne de la Croix-Rouge de Castelsarrasin. Dès qu'elle a un peu de temps libre, elle se rend au siège pour participer à la distribution des colis alimentaires au bénéfice des familles nécessiteuses ou prêter main-forte pour aller chercher à Toulouse l'aide de la banque alimentaire. « Il y a beaucoup de cartons à transporter, de rangement à faire et aussi du ménage », confie-t-elle. [...] « Ce qui me plaît surtout, c'est de pouvoir échanger, rendre service aux familles qui viennent chercher les colis », assure Léanne.

« J'ai eu envie de faire du rugby », ajoute Léanne qui a rejoint l'équipe de l'entente féminine des Suricates. Elle y occupe le poste de pilier. Dans le même temps, elle a aussi pris le parti de donner encore un coup de main en devenant l'une des coachs de l'équipe des U6. « Tous les samedis matin, je les encadre, j'aime le contact avec les enfants, transmettre ce que j'ai appris... [...]. Ce que je fais auprès des jeunes du CAC rugby me servira pour plus tard lorsque je serais professeure des écoles », garantit la jeune femme.

**D'après M. Lagarrigue, « Les Tarn-et-Garonnais de 2021 : à 15 ans, Léanne Ailhas est déjà l'un des piliers de la Croix-Rouge », ladepeche.fr, 9 janvier 2022.**